

*(Enregistré sur les Records le 4 septembre 1926.)*

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,  
The 26th day of July, 1926.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT	SECRETARY SIR JOHN GILMOUR
EARL OF ONSLOW	HON. F. A. ANGLIN
LORD COLEMROOKE	HON. G. P. GRAHAM
MR. SECRETARY AMERY	COLONEL J. GRETTON
SIR H. J. MACKINDER.	

WHEREAS there was this day read at the Board  
a Report from the Right Honourable the Lords of  
the Committee of Council for the Affairs of Guernsey  
and Jersey, dated the 22nd day of July, 1926, in the  
words following, viz.:—

Loi ayant  
rapport aux  
Faibles  
d'Esprit.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by  
Your General Order of Reference of the 10th day of

1926

May, 1910, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey setting forth :—(1) That on the 20th day of February, 1924, the States of Deliberation approved a plan submitted to them by their President whereby they undertook the cost of transport to and the maintenance of mentally deficient persons in a suitable Institution in England under the provisions of the Mental Deficiency Act, 1913. (2) That following negotiations, the County Council of Hampshire have undertaken the care of our mentally deficient, at the expense of the States of this Island. (3) That in order to provide for the removal of a mentally deficient person from Guernsey, the Law Officers of the Crown prepared a Bill or *Projet de Loi* on the lines of the aforesaid Act, and duly submitted it to the Royal Court on the 24th day of October, 1925, when it was adopted. (4) That the said Bill or *Projet de Loi*, as adopted by the Royal Court, was submitted to the Ministry of Health for their observations. (5) That certain verbal modifications to the said Bill suggested by the Ministry of Health were subsequently adopted by the Royal Court on the 1st day of May, 1926, when the Bailiff was requested to submit the same to the States for their approval. (6) That on the 19th day of May, 1926, the said Bill or *Projet de Loi* was duly considered by the States of Deliberation, when a resolution was passed approving the same and authorizing the President to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction thereto. (7) That the said Bill or *Projet de Loi* is intituled ‘*Loi ayant rapport aux Faibles d’Esprit*,’ and is in the words and figures set forth in the Schedule to the Petition. And most humbly praying that Your Majesty would be gracious’y pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi* of the States of Guernsey intituled ‘*Loi ayant rapport aux*

Faibles d'Esprit,' and to order and direct that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

1926

---

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said Projet de Loi into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said Projet de Loi.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

AND HIS MAJESTY doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

M. P. A. HANKEY.

1926

“PROJET DE LOI” referred to in the foregoing Order in Council.

## LOI AYANT RAPPORT AUX FAIBLES D'ESPRIT.

### DÉFINITIONS.

- Définition de “Institution pour la réception de faibles d'esprit.” “Institution pour la réception de faibles d'esprit” signifie une institution autorisée pour la réception des faibles d'esprit aux fins de l'Acte du Parlement dit “The Mental Deficiency Act, 1913,” ou de tout autre acte du Parlement qui pourra y être substitué de temps à autre.
- Individus censés faibles d'esprit— Les individus compris dans les classes ci-dessous seront censés, pour les besoins de cette loi, faibles d'esprit :—
- Idiots (a) les idiots, c'est-à-dire les individus si profondément défectueux en esprit depuis leur naissance ou depuis le bas âge qu'ils sont incapables de se défendre contre les dangers physiques ordinaires ;
- Imbéciles (b) les imbéciles, c'est-à-dire les individus n'étant pas proprement dits des idiots mais atteints depuis leur naissance ou depuis le bas âge d'une imperfection d'esprit si prononcée qu'ils sont incapables de ménager ni eux-mêmes ni leurs affaires, et dans le cas d'enfants d'être instruits à ce faire ;
- Imparfaits d'esprit (c) les imparfaits d'esprit, c'est-à-dire les individus n'étant pas proprement dits des imbéciles, mais atteints depuis leur naissance ou depuis le bas âge d'une imperfection d'esprit si prononcée qu'ils ont besoin pour leur propre protection ou pour la protection d'autrui, de soin, surveillance et contrôle ; ou dans le cas des enfants paraissant incapables en permanence à cause de telle imperfection d'esprit

de retirer avantage de l'enseignement dans les écoles ordinaires ; 1926

- (d) les imbéciles moraux, c'est-à-dire les individus qui depuis le bas âge manifestent quelque imperfection d'esprit permanente accompagnée d'une forte tendance vicieuse ou criminelle et sur lesquels les peines n'ont peu ou pas d'effet préventif. Imbéciles moraux

## ARTICLE I.

Sujet aux formalités ci-après prescrites, tout faible d'esprit pourra être, en vertu de cette loi, envoyé en Angleterre dans le but que des démarches soient prises par l'autorité civile aux fins de l'Acte du Parlement dit "The Mental Deficiency Act, 1913," pour obtenir un Ordre pour placer tel faible d'esprit dans une institution pour la réception de faibles d'esprit. Envoi en Angleterre dans une Institution

## ARTICLE II.

Un Acte de la Cour Royale pour envoyer un faible d'esprit en Angleterre dans le but de le placer dans une institution pour la réception de faibles d'esprit pourra être obtenu Procédures à suivre pour envoyer un faible d'esprit en Angleterre

- (a) à l'instance du garde naturel ou du tuteur s'il s'agit d'un mineur, du Curateur-aux-Biens s'il s'agit d'un adulte, ou des Officiers du Roi ou de l'un d'eux dans le cas où le garde naturel, le tuteur ou le Curateur-aux-Biens refuse ou néglige de ce faire, ou

- (b) sur un Acte de la Cour Royale siégeant en Cour Ordinaire si, en outre d'être faible d'esprit, l'individu en question

- (i) est trouvé négligé ou abandonné ou sans asile ou moyens apparents pour pouvoir se maintenir, ou est cruellement maltraité par qui que ce soit,

1926

ou n'est pas sous un soin ou contrôle convenable, ou

- (ii) a été trouvé coupable d'une offense criminelle qui le rendrait passible d'emprisonnement ou de la servitude pénale ou est passible d'être envoyé à une école réformatrice ou industrielle aux fins de la loi ayant rapport à la protection des enfants et des jeunes personnes (1917), ou
- (c) sur la demande des Officiers du Roi ou de l'un d'eux si l'individu est sous le coup d'un emprisonnement dans la prison publique de cette Ile excepté un emprisonnement infligé en vertu des procédures civiles.

Dans le cas où une offense aux fins des sous-sections (i) et (ii) de la section (b) de cet article est traitée par le Magistrat et qu'il lui paraît que l'accusé quoique coupable de l'offense, est faible d'esprit, le Magistrat, au lieu de prononcer sentence, remettra la cause et priera les Officiers du Roi de prendre les démarches nécessaires pour obtenir un Acte de la Cour Royale pour envoyer l'accusé en Angleterre dans le but de le placer dans une institution pour la réception de faibles d'esprit.

### ARTICLE III.

Requête à la  
Cour Royale

- (1) Celui qui désire placer un faible d'esprit dans une institution pour la réception de faibles d'esprit aux fins de la section (a) de l'article II de cette loi sera tenu de présenter une requête à l'effet à la Cour Royale siégeant en Cour Ordinaire contenant
  - (a) le nom, les prénoms et le lieu de résidence du pétitionnaire ;
  - (b) ses qualités et son degré de parenté au malade ;
  - (c) le nom, les prénoms, l'âge et le lieu de résidence du malade ;
  - (d) le fait que le malade est faible d'esprit dans

le sens indiqué par cette loi et la classe de faibles d'esprit sous laquelle il se trouve ; 1926

(e) le nom et l'adresse de l'institution pour la réception des faibles d'esprit à laquelle le malade sera envoyé ;

(f) les raisons qui donnent lieu à croire que le malade est faible d'esprit.

(2) Lors de la présentation de la requête à la Cour, le pétitionnaire sera tenu de produire deux certificats médicaux chacun signé d'un médecin autorisé à exercer sa profession en cette Ile. Les certificats des médecins seront rédigés et contiendront les détails selon la Forme A annexée à cette loi. Deux certificats médicaux nécessaires

(3) La Cour, si elle n'est pas satisfaite de l'information contenue dans les certificats des médecins, pourra visiter le malade ou le faire ajourner à comparaître devant elle. Cour pourra visiter le malade

(4) Outre et sans porter atteinte aux pouvoirs de la Cour de procéder "in camera" la Cour pourra ordonner que pendant l'audition de la requête toute personne autre que les membres et Officiers de la Cour, ou les parties en cause, leurs Avocats ou les personnes intéressées directement dans la requête, soit obligée de vider la salle d'audience. Cour pourra ordonner toutes personnes non-intéressées de vider la salle d'audience

(5) La Cour, si elle est satisfaite que le malade est faible d'esprit et qu'il est sujet à être traité aux fins de cette loi, pourra, si elle le croit désirable dans les intérêts du malade, ordonner qu'il soit envoyé en Angleterre dans le but de le placer dans une institution pour la réception de faibles d'esprit. L'Acte de la Cour énoncera la classe de faibles d'esprit à laquelle le malade appartient et les circonstances qui le rendent sujet à être traité aux fins de cette Loi. Acte de la Cour Royale pour envoyer le faible d'esprit en Angleterre

(6) La Cour, si elle n'est pas satisfaite que le malade est faible d'esprit et sujet à être traité aux fins de cette loi ou qu'il est désirable dans l'intérêt du malade de faire un Acte comme dessus, pourra remettre la requête pour quatorze jours Cour pourra remettre la requête pour quatorze jours

mettre la requête pendant une période n'excédant

1926  
 Cour pourra aussi rejeter la requête pas quatorze jours pour plus d'information et pourra de plus ordonner que le malade se soumette à un examen médical. La Cour pourra aussi rejeter la requête.

## ARTICLE IV.

Acte de la Cour lorsqu'un individu se trouve dans une des circonstances mentionnées à la section (b) Article II. Lorsque'un individu se trouve dans une des circonstances mentionnées à la section (b) de l'article II de cette loi, s'il est établi d'après le témoignage médical qu'il est faible d'esprit aux termes de cette loi, la Cour pourra, au lieu de prononcer une sentence d'emprisonnement, ordonner qu'il soit envoyé en Angleterre dans le but de le placer dans une institution pour la réception de faibles d'esprit.

## ARTICLE V.

Si  
 Procédure lorsque l'Acte de la Cour ne peut être mis à exécution de suite, ou lorsque le faible d'esprit n'est pas en état d'être envoyé en Angleterre  
 (a) un Acte est fait ordonnant qu'un faible d'esprit soit envoyé en Angleterre dans le but susdit, mais que tel acte ne peut être mis à exécution de suite, ou  
 (b) à la date où le dit Acte doit venir en force le faible d'esprit n'est pas dans un état d'être envoyé en Angleterre  
 la Cour pourra faire un Acte ordonnant que le faible d'esprit soit placé en custodie dans un lieu déterminé ou dans la custodie d'aucun parent ou d'aucune autre personne convenable, et il sera gardé en custodie jusqu'à ce qu'il soit envoyé en Angleterre.

## ARTICLE VI.

La Cour autorisera le transport du faible d'esprit L'Acte de la Cour ordonnant qu'un faible d'esprit soit envoyé en Angleterre autorisera le transport du faible d'esprit à l'endroit où l'ordre pour sa détention dans une institution va être fait.



## ARTICLE VII.

1926

Le montant annuel requis pour la garde, la nourriture et l'entretien d'un faible d'esprit détenu dans une institution pour la réception de faibles d'esprit en Angleterre aux fins de cette loi, ainsi que tous autres frais encourus par l'autorité locale ou autre corps public en Angleterre en rapport avec le faible d'esprit, que tels frais soient en rapport avec sa détention dans l'institution ou autrement, seront payés ou remboursés par les Etats de cette Ile.

Frais de transport et de maintien dans une institution seront payés par les Etats

Les frais de voyage d'aller et de retour et les frais légaux pour la présentation de la requête à la Cour seront payés par les Etats de cette Ile, sujet toutefois aux dispositions de l'article VIII de cette loi.

## ARTICLE VIII.

(1) Lorsque la Cour aura ordonné qu'un faible d'esprit sera détenu dans une institution pour la réception de faibles d'esprit, elle pourra aussi ordonner, au moment de passer l'acte ou par après, que le faible d'esprit ou toute personne responsable pour son maintien et entretien paiera ou contribuera une somme raisonnable envers les frais de son maintien dans l'institution, y compris les frais de transport à telle institution et les frais légaux pour la présentation de la requête à la Cour, et dans le cas de sa mort dans la dite institution, ses frais funéraires, et ce eu égard aux moyens du faible d'esprit ou de la personne responsable pour son maintien et entretien.

La Cour pourra ordonner que le faible d'esprit ou personne responsable paiera une somme raisonnable envers les frais de transport et de maintien

(2) Toutes sommes imposées et adjudgées par la Cour aux fins de cet article pourront être recouvrées par des procédures civiles contre les meubles ou immeubles appartenant au faible d'esprit ou à celui responsable pour le maintien et entretien du faible d'esprit.

Sommes imposées pourront être recouvrées par procédures civiles

1926

(3) Tout acte fait par la Cour en vertu de cet article pourra être varié de temps à autre ou révoqué par la Cour.

### FORME A.

Concernant .....  
 de .....  
 de la paroisse de .....  
 allégué être faible d'esprit.

Je soussigné certifie par ces présentes comme suit :—

1.—Je suis autorisé à exercer ma profession de médecin ou de chirurgien dans cette Ile de Guernesey.

2.—Le ..... jour de ..... 19.... à ..... heures d ..... j'ai examiné personnellement le susdit ..... sans qu'aucun autre médecin ou chirurgien fut présent, et que je suis d'opinion qu'il est faible d'esprit et que le dit ..... est une personne qui doit être placée dans une institution pour des faibles d'esprit et qu'il est de la classe ..... désignée dans les définitions de cette loi.

3.—Mon opinion est fondée sur les faits suivants :  
 (faits indiquant faiblesse d'esprit)

Daté le ..... jour de ..... 19.....

Signé.....

---